

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 22/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SOCIETE NOUVELLE BRANCHER

Parc d'activité du Saule
28170 Tremblay-les-Villages

Références : 10004854/RAPVI/TT/IC230290
Code AIOT : 0010004854

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/04/2023 dans l'établissement SOCIETE NOUVELLE BRANCHER implanté Parc d'activité du Saule 28170 Tremblay-les-Villages. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE NOUVELLE BRANCHER
- Parc d'activité du Saule 28170 Tremblay-les-Villages
- Code AIOT : 0010004854
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Producteur et distributeur d'encre.

La société a été placée en liquidation judiciaire le 6 avril 2023.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La cessation administrative du site, non réalisée par l'exploitant, sera du ressort du liquidateur judiciaire.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|--------------------------|--|--|---|-----------------------|
| 1 | Situation administrative | Arrêté Préfectoral du 09/10/2000, article 2 § 11.5 | / | Lettre de suite préfectorale | 60 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2000, article 2 § 1.1.5 |
| Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : En cas d'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt au moins un mois avant celle-ci. L'exploitant joint à la notification un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Le mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 comportant notamment : <ul style="list-style-type: none">- L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que les déchets présents sur le site ;- La vidange, le nettoyage, le dégazage des cuves ou réservoirs ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux ; ces cuves ou réservoirs sont si possible enlevés, sinon et dans le cas spécifique des cuves ou réservoirs enterrés, ils doivent être neutralisés par remplissage avec un matériau solide physique inerte (sable, béton maigre .);- La dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées ;- L'insertion du site de l'installation dans son environnement ;- En cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement. |
| Constats : Absence de notification de la cessation d'activité au préfet conformément à l'article R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement. |
| Observations : L'exploitant déclare avoir été placé en liquidation judiciaire et cesser définitivement ses activités le 21 avril 2023. L'exploitant déclare ne pas avoir informé le préfet de la liquidation judiciaire. L'exploitant déclare que des transports sont prévus jusqu'au vendredi 21 avril 2023 pour procéder à l'enlèvement et au pompage de déchets restants à évacuer. Constats sur site : Présence de nombreux containers d'encre restant à évacuer à l'arrière du site. Dans l'attente de l'enlèvement des produits combustibles encore sur place dans les zones d'entreposage à l'intérieur du site, le système d'extinction automatique sera maintenu opérationnel pour assurer une mise œuvre des moyens d'extinction en cas d'incendie. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 60 jours |